



## Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALES/16021  
4 octobre 1983  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOLLETTRE DATEE DU 3 OCTOBRE 1983, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL  
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU HONDURAS AUPRES DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Président constitutionnel de la République du Honduras, M. Roberto Suazo Córdova, a adressé le 29 septembre dernier aux Présidents de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela une lettre dans laquelle il faisait sien l'exposé des objectifs qui a été adopté par les Ministres centraméricains des relations extérieures au cours de la réunion qu'ils ont récemment tenue à Panama avec le Groupe de Contadora.

Le texte de la lettre en question, qui a déjà été porté à la connaissance du Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains, est joint à la présente note et je vous prie de le faire distribuer comme document officiel du Conseil de sécurité.

Sont également joints à la présente lettre, pour en faciliter la compréhension a) le texte de la lettre que le Président constitutionnel du Honduras a adressée le 29 septembre dernier aux chefs d'Etat et de gouvernement de tous les pays avec lesquels le Honduras entretient des relations diplomatiques et b) le texte de la déclaration que le Gouvernement hondurien a faite devant le Conseil permanent de l'OEA au sujet des menaces contre la paix et la sécurité en Amérique centrale (Washington, juillet 1983). Le texte de cette déclaration sera transmis dès que possible dans sa version anglaise aux fins de distribution.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer les trois textes susmentionnés comme documents officiels du Conseil de sécurité, comme vous l'avez fait pour ma lettre du 20 septembre, publiée à la même date comme document du Conseil de sécurité sous la cote S/15995, qui exprime clairement le désir de paix et la volonté politique du Honduras.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Honduras auprès  
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) H. Roberto HERRERA CACERES

Annexe I

Lettre datée du 1er septembre 1983, adressée par le Président constitutionnel de la République du Honduras, M. Roberto Suazo Córdova, aux Etats membres de la communauté internationale avec lesquels le Honduras entretient des relations diplomatiques et dans laquelle il réaffirme la volonté de paix de son gouvernement face à la crise qui sévit en Amérique centrale

J'ai l'honneur de vous faire part des dernières mesures qu'a prises le gouvernement que je préside au sujet de la situation critique qui règne en Amérique centrale.

Dans le cadre des négociations multilatérales engagées par le Groupe de Contadora, le Ministre hondurien des affaires étrangères, M. Edgardo Pas Barnica, et ses homologues du Costa Rica, d'El Salvador et du Guatemala, ont présenté un important document sur les "fondements de la paix en Amérique centrale". Ce document donne une analyse détaillée des questions inscrites à l'ordre du jour approuvé à l'unanimité par les neuf pays qui ont pris part aux négociations du Groupe de Contadora au cours de leur réunion de mai dernier. En participant activement à l'élaboration et à la présentation de ce document, le Gouvernement hondurien entend orienter les négociations vers la conclusion d'un accord régional global qui permette de résoudre les principaux problèmes politiques, de sécurité et économiques qui assaillent l'Amérique centrale.

Mon gouvernement espère que le Gouvernement nicaraguayen fera preuve de la même volonté de négociation. Pourtant, à notre grand regret et en dépit du fait que le commandant Daniel Ortega Saavedra, coordonnateur de la Junte de Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua, qui avait déclaré le 19 juillet dernier que son pays acceptait les négociations multilatérales, le Ministre nicaraguayen des affaires étrangères, M. Miguel D'Escoto, a présenté à la réunion tenue en juillet à Panama un document dans lequel le Nicaragua non seulement insistait pour tenir des négociations bilatérales avec le Honduras mais allait jusqu'à exiger, comme condition préalable à toute autre négociation, qu'il soit donné satisfaction à ce pays sur les questions l'intéressant exclusivement. Dans ces conditions, il sera difficile de progresser, à moins que le Nicaragua n'abandonne cette attitude pour marquer son intention politique de respecter les engagements contractés par lui au cours de réunions antérieures du Groupe de Contadora, notamment en ce qui concerne l'examen de l'ordre du jour approuvé au mois de mai et les promesses publiques, faites par le commandant Ortega Saavedra d'accepter la négociation multilatérale de la crise centraméricaine.

Vous n'êtes pas sans savoir que, depuis mars 1982, le Honduras insiste auprès du Nicaragua pour qu'il négocie sur la base d'une proposition de paix que mon gouvernement avait présentée au Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains et qui non seulement a été acceptée et appuyée par le Costa Rica, El Salvador et le Guatemala mais qui a même été reprise, dans ses points principaux, dans maintes déclarations de chefs d'Etat et en particulier la plus récente, faite à Cancún par les Présidents de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela.

Dans ces points il est question essentiellement de la cessation de la course aux armements, du maintien du niveau actuel des armements en Amérique centrale, de la limitation de certains types d'armes avec interdiction de les imposer, de la réduction des effectifs militaires, du renvoi des conseillers étrangers, militaires ou autres, ainsi que de l'interdiction et du contrôle efficace du trafic clandestin d'armes, toutes mesures qui seraient soumises à la vérification et à la surveillance internationales.

Mon gouvernement a également proposé que dans les pays déchirés par des conflits internes, on favorise la conclusion d'accords politiques entre les forces opposées afin d'ouvrir la voie dans un cadre politique pluraliste, à une négociation nationale qui ne se limite pas à promouvoir le bien-être économique et social des peuples centraméricains mais respecte aussi les libertés individuelles et publiques, en particulier le droit inaliénable des peuples de manifester librement leur volonté par le suffrage universel exprimé au cours d'élections régulières et honnêtes, et permette l'instauration de régimes véritablement démocratiques.

Le Nicaragua a répondu aux propositions du Honduras en accroissant démesurément ses effectifs et en les équipant d'une quantité et d'une variété considérable de matériel de guerre, créant un véritable déséquilibre militaire en Amérique centrale et étendant l'insécurité à l'ensemble de la région. Cela étant, mon gouvernement s'est vu contraint de prendre des mesures pour garantir la sécurité nationale. Deux de ces mesures méritent d'être expliquées : d'une part, la mise en place d'un centre régional d'instruction militaire et de sécurité pour assurer l'entraînement des forces armées du Honduras et d'autres pays qui le demandent, et d'autre part, l'exécution de manoeuvres militaires combinées avec les Etats-Unis d'Amérique, dont l'objet est de décourager toute tentative d'agression directe contre notre territoire et d'élever le niveau technique des forces armées honduriennes; ces manoeuvres, qui ne revêtent jamais un caractère offensif, s'effectuent de façon sporadique depuis 1965 au titre d'un accord d'assistance technique dans le domaine militaire conclu entre les deux pays en 1954.

Mon gouvernement aurait certainement préféré ne pas se trouver dans l'obligation de prendre les mesures susmentionnées, car le sentiment profondément pacifiste du peuple hondurien occupe un rang plus élevé dans l'échelle de nos valeurs nationales. Néanmoins, les responsabilités que le peuple hondurien m'a confiées par son suffrage nous forcent de nous préparer à défendre nos institutions démocratiques, la souveraineté de notre pays et son intégrité territoriale.

Je peux vous assurer que mon gouvernement continuera à rechercher des solutions pacifiques à la crise qui sévit actuellement dans la région. Malgré le climat de tension internationale qui règne en Amérique centrale, nous n'avons pas augmenté depuis deux ans le budget militaire de notre nation et nous le maintiendrons au même niveau l'année prochaine. De même, le gouvernement que je préside a pris la décision de ne pas accroître les effectifs de nos forces armées, car nous n'avons aucune prétention à l'hégémonie en Amérique centrale et notre plus grand désir est de vivre en paix et en liberté. C'est précisément pour cette raison que le Honduras tient à posséder une armée hautement qualifiée, capable de repousser une agression et d'appuyer efficacement la stabilité et le développement de la démocratie, comme le prescrit notre constitution politique.

Je tiens en outre à réitérer que le Gouvernement hondurien attache une grande importance à l'appui que votre gouvernement apporte, par ses déclarations, au plus haut niveau, à l'instauration en Amérique centrale du processus de négociation qui conduira le plus rapidement possible à un accord général de paix où il sera tenu compte des intérêts de toutes les parties mais qui, par-dessus tout, fera régner en Amérique centrale un climat d'harmonie et de sécurité durables, propice au développement de la démocratie politique, économique et sociale, fondement de l'entente entre les peuples de notre région tourmentée.

Le Président constitutionnel du Honduras,

Roberto SUAZO CORDOVA

Annexe II

Texte de la lettre adressée par le Président constitutionnel de la République du Honduras, Don Roberto Suazo Cordóva, à Leurs Excellences les Présidents de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela, approuvant l'exposé des objectifs adoptés lors de la quatrième réunion commune tenue à Panama le 9 décembre dernier par les Ministres des relations extérieures du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua et les Ministres des relations extérieures du Groupe dit de Contadora

J'ai le plaisir d'accuser réception de la note que vous avez bien voulu m'envoyer le 14 septembre dernier, conjointement avec les Présidents des pays du Groupe de Contadora, et à laquelle je n'ai pu répondre plus tôt, ayant été hors du pays pour des raisons de santé.

De Panama même, le Ministre des relations extérieures hondurien m'a tenu au courant de l'atmosphère dans laquelle se déroulaient les négociations multilatérales entamées au cours de la dernière réunion commune des Ministres des relations extérieures, ainsi que de ses résultats.

Dès le début, mon gouvernement a eu pour objectif d'aider à trouver une solution pacifique et globale aux différents problèmes qui se posent à la région d'Amérique centrale. A cet effet, les instructions que j'avais données au Ministre des relations extérieures, M. Paz Barnica, portaient sur la rédaction d'un texte qui prendrait en considération les facteurs juridiques, politiques, économiques et sociaux ainsi que les problèmes de sécurité qui ont provoqué la crise actuelle et qui, une fois jetées les bases d'un accord sérieux en vue de l'ouverture de nouvelles négociations organisées dans un cadre multilatéral, définirait des mécanismes appropriés de supervision et de contrôle internationaux permettant de s'assurer du respect des accords conclus. J'estime que le projet de document exposant les objectifs et adopté par consensus par les Ministres des relations extérieures reprend les six points contenus dans la proposition de paix formulée par le Honduras le 23 mars 1982 et peut contribuer à résoudre par la voie diplomatique l'ensemble des problèmes de la région lorsque les diverses dispositions reposeront sur une ferme volonté politique d'y donner suite. A ce propos, mon gouvernement tient à exprimer de nouveau son désir ardent de parvenir à un accord sérieux qui serve la cause de la paix, de la démocratie, de la sécurité et de la coopération pour le développement en Amérique centrale et qui soit basé sur les objectifs énoncés dans le projet de document adopté à Panama le 9 septembre dernier.

Or, le Nicaragua, vous le savez, a saisi l'Assemblée générale des Nations Unies d'une question relative à la situation en Amérique centrale. Je considère cette initiative comme contraire à l'engagement, pris aussi bien par le Nicaragua que par le Honduras, de ne pas avoir recours aux organismes internationaux tant que la recherche d'une solution aux problèmes de l'Amérique centrale ferait l'objet des efforts du Groupe de Contadora.

En demandant à l'Organisation des Nations Unies d'examiner la question, le Nicaragua ne peut qu'entraver la mission de réconciliation qui a été confiée au Groupe de Contadora, situant ainsi les problèmes d'Amérique centrale en dehors du cadre régional pour les placer sur le plan de l'affrontement Est-Ouest, ce qui est de nature à contrecarrer les efforts louables déployés par le Groupe de Contadora en vue d'instaurer la paix dans la région, efforts que le Honduras appuie sincèrement. Si le Nicaragua devait persister dans son propos de faire échouer cette mission de bons offices, le Honduras pourrait être amené à revenir sur sa position à l'égard du document relatif aux objectifs fixés.

Dans le même esprit de confiance qui l'anime pour l'action du Groupe de Contadora, mon gouvernement renouvelle à Votre Excellence et à Monsieur le Ministre des relations extérieures sa gratitude pour la contribution précieuse que vous apportez au succès d'une tâche de grande importance historique.

Le Président constitutionnel du Honduras,

Roberto SUAZO CORDOVA

Annexe III

Déclaration faite par le Gouvernement hondurien devant le  
Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains  
au sujet des menaces contre la paix et la sécurité en  
Amérique centrale

Monsieur le Président,

Messieurs les représentants,

Nous sommes convaincus que tous les membres de ce conseil permanent sont conscients de la situation critique qui règne en Amérique centrale. Nous savons également que les gouvernements qui appartiennent à l'Organisation des Etats américains et les délégués qui les représentent ici n'ignorent rien des efforts accomplis par les Etats membres du Groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) en vue d'apporter à cette question si délicate une solution juste et rationnelle.

Le Gouvernement constitutionnel de la République du Honduras, sous la présidence de M. Roberto Suazo Córdova, est profondément conscient des obligations qui lui incombent en qualité de membre de cette organisation. Dans cette optique, il a offert et continuera d'offrir son appui sans réserve et son entière collaboration aux efforts des pays frères qui composent le Groupe de Contadora, en vue de conclure dans les plus brefs délais, par un dialogue raisonné, des accords régionaux efficaces qui apportent une solution globale au problème de la région.

Dès les contacts préliminaires que les Ministères des relations extérieures de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela ont établis avec les cinq gouvernements centraméricains et qui ont conduit à leur première réunion à Panama du 19 au 21 avril 1983, les questions qui sont à la base de la crise en Amérique centrale ont été clairement définies. Dans le communiqué publié par le Groupe de Contadora à l'issue de cette première réunion, ces problèmes sont énumérés de la manière suivante : la course aux armements, la limitation des armements et leur réduction, le trafic d'armes, la présence de conseillers militaires et les autres formes d'assistance militaires étrangère, les mesures destinées à déstabiliser l'ordre interne des Etats, les menaces et attaques verbales ainsi que les incidents de guerre et les tensions frontalières.

Cette liste de problèmes coïncide de manière frappante avec celle que mon gouvernement a présentée, par l'intermédiaire de son ministre des relations extérieures, devant cette organisation, le 23 mars 1982, lorsqu'il a proposé un plan de paix pour l'Amérique centrale. Cette similitude témoigne de la sincérité avec laquelle le Honduras a, dès le départ, envisagé la question.

Il convient également de noter que la simple énumération des problèmes fait apparaître leur caractère essentiellement multilatéral bien que cela n'exclue naturellement pas des questions susceptibles d'être résolues par des négociations bilatérales ou relevant de la compétence interne de chaque Etat.

Il importe également d'appeler l'attention des représentants sur le fait que le principal protagoniste de la crise où est plongée la région est le régime totalitaire qui gouverne le Nicaragua et dont les activités tendent à déstabiliser

/...

les gouvernements d'autres pays centraméricains. Parmi ces activités, il faut citer l'octroi d'une aide directe aux groupes terroristes et subversifs, pour laquelle il dispose du soutien de groupes et pays antidémocratiques extérieurs à l'Amérique centrale. La réaction naturelle dans mon pays et dans d'autres pays de la région a été de réprouver ces agissements et de se sentir tenus de prendre des mesures de sécurité interne pour défendre leurs droits légitimes et le régime démocratique qu'ils se sont donnés.

Mon gouvernement reconnaît la valeur des efforts que fait le Groupe de Contadora pour atteindre les nobles objectifs qu'il s'est fixés et il lui apporte son appui. Cependant, les événements intervenus depuis son initiative fraternelle mettent en évidence l'aggravation de la situation en Amérique centrale, conséquence directe du comportement belliqueux et menaçant du régime sandiniste.

Le Nicaragua a continué d'accélérer sa course aux armements et de se livrer, à travers son territoire, au transfert clandestin d'armements de diverses provenances, en particulier vers El Salvador, violant ainsi notre souveraineté. Loin de mettre fin à ses activités de déstabilisation politique de la région, il les a intensifiées. Ses actes de provocation et d'agression contre le Honduras n'ont pas cessé, bien au contraire. De plus, en massant récemment ses troupes face à notre frontière méridionale, le Nicaragua justifie notre crainte qu'une agression militaire de grande ampleur se prépare rapidement contre notre pays, ce qui anéantirait définitivement tout espoir d'instaurer la paix et la sécurité en Amérique centrale.

Ce qui précède montre clairement que l'Amérique centrale est en proie à un conflit généralisé qui est provoqué par le Nicaragua et a des incidences sur tous les pays de la région. Par conséquent, il ne s'agit pas uniquement d'un conflit bilatéral, comme le régime sandiniste a voulu le faire croire. Si, pour le Nicaragua, il importe de faire état autour d'une table de négociation, de ses problèmes internes qui, par un effet de débordement, entraînent parfois des conflits bilatéraux avec d'autres Etats, pour les autres pays de l'Amérique centrale il est de la plus haute urgence de débattre des problèmes régionaux suscités par le Nicaragua du fait de son inquiétante course aux armements, de sa participation directe à la déstabilisation des autres gouvernements centraméricains et du commerce clandestin d'armes auquel il se livre.

L'objet du Gouvernement hondurien en convoquant cette réunion extraordinaire du Conseil permanent est d'exposer aux gouvernements des Etats américains, avec toute la clarté voulue, la situation qui règne dans la région, et notre propre attitude pacifiste; en outre, en appelant l'attention de ces gouvernements sur la gravité de la situation, nous sommes convaincus que leur soutien à la cause de la paix et de la sécurité pourra, de par sa force morale, prévenir l'agression armée à laquelle nous nous attendons de la part du Nicaragua.

Nous souhaitons que l'Organisation des Etats américains et les gouvernements qui la composent prennent dûment note de la grave situation qui règne en Amérique centrale et de ses caractéristiques, et qu'ils examinent en conséquence, avec toute la sérénité voulue, les mesures qu'ils pourraient adopter, conformément aux obligations et responsabilités que leur impose la Charte.



En effet, le préambule de la Charte de l'Organisation des Etats américains stipule que tous les Etats membres y ont souscrit "sûrs du fait que le véritable sens de la solidarité américaine et du bon voisinage ne peut se concevoir qu'en consolidant dans ce continent et dans le cadre des institutions démocratiques un régime de liberté individuelle et de justice sociale, basé sur le respect des droits fondamentaux de l'homme".

Parmi les buts essentiels de l'Organisation énoncés à l'article 2, on compte entre autres :

- Garantir la paix et la sécurité du Continent;
- Prévenir les causes possibles de difficultés et assurer la solution pacifique des différends qui surgissent entre les Etats membres;
- Organiser l'action solidaire de ces derniers en cas d'agression; et
- Donner une solution aux problèmes politiques, juridiques et économiques qui surgissent entre eux.

A l'article 3, il est fait état des principes suivants :

- Le droit international constitue la norme de conduite des Etats dans leurs relations mutuelles;
- L'ordre international est basé essentiellement sur le respect de la personnalité, de la souveraineté et de l'indépendance des Etats ainsi que sur le fidèle accomplissement des obligations découlant des traités et des autres sources du droit international;
- La bonne foi doit présider aux relations des Etats entre eux;
- La solidarité des Etats américains et les buts élevés qu'ils poursuivent en se réclamant d'elle exigent de ces Etats une organisation politique basée sur le fonctionnement effectif de la démocratie représentative;
- Les Etats américains condamnent la guerre d'agression : la victoire ne crée pas de droits;
- L'agression contre un Etat américain constitue une agression contre tous les autres Etats américains;
- Les différends de caractère international qui surgissent entre deux ou plusieurs Etats américains doivent être réglés par des moyens pacifiques.

La lecture de ces dispositions ne laisse subsister aucun doute sur l'obligation qui incombe à l'OEA de contribuer, elle-même et par l'intermédiaire des Etats qui en sont membres, au règlement pacifique des conflits et à la défense du principe de l'organisation démocratique de nos peuples. Il lui incombe également de se solidariser avec les Etats membres résolus à défendre leurs institutions contre l'agression déguisée ou ouverte de groupes ou pays qui veulent supprimer la liberté individuelle.

En observant les faits qui se produisent en Amérique centrale - et bon nombre des pays de notre continent en sont pleinement informés -, il convient de noter que notre Amérique se trouve devant une guerre sans frontière, inspirée, encouragée, appuyée et même parfois menée par des forces étrangères d'idéologie marxiste qui prétendent nous imposer par les armes leur système socio-politique totalitaire.

Quel que soit le nom des groupes qui forment cette internationale de la terreur, l'important est que les caractéristiques de leurs activités terroristes et de leurs tentatives de déstabilisation sociale et économique sont les mêmes, et les sources qui les approvisionnent en armes et moyens de destruction et qui leur donnent l'instruction militaire et l'appui logistique sont également les mêmes. Les liens qui existent entre tous ces mouvements subversifs, le soutien public et la coopération qu'ils s'apportent mutuellement prouvent qu'en réalité ils font tous partie d'un effort global de déstabilisation et de terrorisme dans le cadre de cette guerre sans frontière qui menace notre existence en tant que nations.

Bien que ces tactiques déstabilisatrices n'aient pas rencontré un écho favorable dans la population hondurienne, nous sommes conscients que plane au-dessus de nos têtes, comme une épée de Damoclès, la menace de destruction de notre mode de vie et de gouvernement, et les faits et activités ci-après sont là pour le prouver :

En ce qui concerne l'accroissement de ses effectifs militaires, le gouvernement sandiniste compte actuellement au moins 129 200 hommes sous les armes.

L'Institut international d'études stratégiques de Londres cite, pour la période 1982-1983, un chiffre encore plus élevé, pour toutes les armes des forces militaires sandinistes, abstraction faite des troupes du Ministère de l'intérieur. Selon cet institut, les effectifs militaires sandinistes se chiffrent au total à 136 700 hommes.

Nous devons reconnaître que le gouvernement sandiniste a habilement su prendre l'opinion publique internationale par surprise, parvenant à accréditer dans certains milieux l'opinion que c'est le Nicaragua qui pourrait être victime d'une agression militaire massive du Honduras. Je suis convaincu, Monsieur le Président, que si l'on compare les chiffres que j'ai fournis sur les effectifs militaires du gouvernement sandiniste et que confirme l'Institut international d'études stratégiques de Londres avec ceux des effectifs des forces armées honduriennes, qui n'en dépassent pas le 16ème, les accusations malveillantes et répétées de ce régime contre mon pays apparaîtront encore plus invraisemblables.

Le Nicaragua a rompu l'équilibre militaire de la région de l'Amérique centrale. En l'espace de quatre années, les forces armées nicaraguayennes qui comprenaient 10 000 hommes en 1979 avaient augmenté de 1 300 p. 100 en 1983. Comment expliquer cette augmentation disproportionnée? Des forces armées de cette importance pourraient servir soit à soumettre le peuple du Nicaragua aux diktats du nouveau gouvernement, soit à tenter d'imposer aux pays voisins son modèle politique et économique, soit encore à se lancer dans des aventures militaires inter-ventionnistes dans d'autres régions du monde. La dimension des forces armées sandinistes dépasse et de loin celle des effectifs militaires de tous les autres pays d'Amérique latine réunis. Ce seul fait justifie les sentiments d'inquiétude, d'insécurité et de menace qu'éprouvent les voisins du Nicaragua.

L'accroissement rapide des forces armées sandinistes s'est accompagné d'une course aux armements sans précédent en Amérique latine. Ces armes ne sont pas seulement destinées aux Nicaraguayens, mais sont également acheminées au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala et au Honduras à des fins de subversion.

Ces dernières années, l'armée nicaraguayenne a été équipée d'un matériel antiaérien important, d'armes antichars, d'une artillerie de campagne comprenant des obus de 152 mm et des lance-roquettes à 40 tubes ayant une portée de 20,5 km, de chars et de véhicules blindés, d'aéronets - hélicoptères MI-8 et avions de transport de fabrication soviétique, notamment - de chalands de débarquement, de patrouilleurs, de matériel de campagne et de centaines de camions de transport de troupes.

Cent vingt Nicaraguayens ont été envoyés en Bulgarie où ils se sont entraînés au pilotage des avions MIG, et 40 autres font actuellement des études à l'Académie de Punta Santa à Cuba. Pourquoi le Nicaragua se livre-t-il à de tels préparatifs?

Il ne saurait échapper aux représentants que des effectifs si importants, des armes offensives si diverses sont un motif d'alarme pour l'ensemble de la région et ne peuvent qu'inciter les Etats à se préparer à assurer leur légitime défense, comme il leur incombe de le faire.

Ces derniers mois, les livraisons d'armes et de munitions au Nicaragua se sont accrues. Chacun sait que le 16 avril dernier, le Gouvernement brésilien a retenu trois avions lybiens de type Ilyushin et un avion Hercule C-130 qui transportaient 100 tonnes d'armes et de munitions destinées au gouvernement sandiniste. Les autorités nicaraguayennes ont publiquement reconnu que ces livraisons leur étaient destinées. Le colonel Mohamed Khadafi a également fait savoir qu'il continuerait de fournir au régime sandiniste toutes les armes qu'il demanderait en dépit de la saisie de ce chargement.

Quelques jours après cet incident, les autorités costariciennes ont intercepté un navire de 500 tonnes battant pavillon panaméen qui transportait des armes et des explosifs à destination du Nicaragua. Le 3 juin dernier, un navire bulgare a déchargé des chars soviétiques au port nicaraguayen de Bluff. Le 5 juin, un navire en provenance d'Allemagne de l'Est a également fait escale au port de Corinthe (Nicaragua), où il a déchargé 100 camions militaires et plusieurs tonnes d'armes et de matériel de guerre. Le 8 juin, les autorités de Puerto Limón (Costa Rica), ont fouillé les cales d'un vaisseau soviétique le "NADESHKA KRUSKAYA" où elles ont découvert plusieurs hélicoptères destinés au Gouvernement du Nicaragua. Le 15 juin, on apprenait que deux canonnières construites au chantier naval de l'Estérel près de Cannes (France) avaient été livrées à la marine nicaraguayenne. On apprenait le même jour que le Gouvernement marxiste du Yémen du Sud négociait avec le Nicaragua la vente d'un certain nombre de chasseurs MIG 17 de fabrication soviétique. Ces informations ont été confirmées par un déserteur des services de contre-espionnage sandinistes, Miguel Bolaños Hunter, qui a déclaré à Washington que le Nicaragua était en train d'acquérir un système de défense antiaérienne de fabrication soviétique et 80 avions de type MIG.

Le Gouvernement hondurien a également appris qu'au début de juin, le Gouvernement du Nicaragua avait reçu au port de Bluff 20 véhicules blindés de transport de troupes de type BTR-152, cinq véhicules de type BRDM-2,

quatre lance-roquettes multitubes BM-21 et d'autres véhicules plus légers, dont le nombre exact n'a pas été confirmé. On n'a pas non plus déterminé avec certitude la destination de 5 000 caisses de munitions découvertes sur le navire "CLOUD", qui avait été remorqué jusqu'à la côte vénézuélienne après avoir été repéré au milieu de l'océan Atlantique sans pavillon ni équipage, et qui était chargé d'obus de 122 mm utilisés par la seule artillerie soviétique.

Comment peut-on donc prétendre que le gouvernement sandiniste agit de bonne foi dans les négociations engagées dans le cadre du Groupe de Contadora lorsque, en l'espace d'un mois, le Nicaragua n'a pas reçu moins de sept importantes livraisons d'armes? Le Nicaragua se prépare-t-il pour la paix ou pour la guerre?

Peut-on croire que le Nicaragua est disposé à parvenir à un accord sur le désarmement quel qu'il soit quand il s'arme jusqu'aux dents?

Peut-on croire que le Nicaragua envisage de conclure un accord sur la réduction des forces militaires lorsque les effectifs des forces armées sandinistes ne cessent d'augmenter, les dirigeants les plus éminents du pays ayant au reste publiquement déclaré qu'ils souhaitent avoir 200 000 Nicaraguayens sous les armes?

Il y a quelques jours, le 6 juillet, le commandant Humberto Ortega Saavedra a déclaré devant 300 chefs de milice que le Nicaragua continuerait de moderniser son armée et qu'il créerait des milices locales afin de répartir dans l'ensemble du pays des unités plus manoeuvrables et mieux armées. Selon l'agence France Presse, Ortega aurait déclaré que des milliers de civils avaient été incorporés dans les bataillons d'infanterie de réserve, dans des unités permanentes de l'armée et dans les services d'autodéfense de villes et de localités situées pour la plupart le long des frontières avec le Honduras et le Costa Rica.

On ne saurait prétendre que de telles quantités d'armes puissent être accumulées en vue d'un affrontement direct avec l'une quelconque des grandes puissances mondiales.

Le Nicaragua s'est inlassablement préparé à la guerre. De 1979 à 1983, des conseillers cubains et soviétiques ont aidé à construire près de 30 nouvelles installations militaires destinées à loger le personnel militaire et à entreposer des blindés et du matériel de transport et de soutien logistique dont l'emplacement indique clairement que le Gouvernement nicaraguayen se prépare à lancer une offensive au nord, contre notre territoire.

Le Nicaragua dispose aujourd'hui de trois aéroports pouvant accueillir des MIG-19 et 21. Les installations de Montelimar, de Puerto Cabezas, de Bluefields et de l'aéroport Sandino à Managua ont été réaménagées et leurs pistes prolongées de plus de 2 000 mètres. Avec l'aide cubaine, le Nicaragua construit actuellement des installations à San Ramón, où deux pistes permettront de recevoir des avions à réaction.

Le Gouvernement nicaraguayen a également construit plusieurs autoroutes stratégiques, notamment l'autoroute reliant Managua à Puerto Cabezas qui a pour double objectif d'assurer un contrôle militaire sur la population du secteur nicaraguayen de Mosquitia et d'offrir une voie terrestre pour l'acheminement des livraisons en provenance de Cuba à partir de la côte Atlantique et répond également l'objectif déclaré que constitue le développement de la région.

Depuis la fin du mois de juin dernier, les sandinistes ont intensifié leurs activités et déployé davantage de troupes le long de la frontière avec les départements honduriens de Choluteca et d'El Paraíso. Le Gouvernement nicaraguayen a mobilisé des forces considérables et massé du matériel militaire dans des agglomérations proches de notre pays - León, Ocotal, Chinandega, Somoto, Somotillo, Jalapa, Estelí, Condega et autres, le long d'une ligne s'étirant sur quelque 50 kilomètres, qui forme le "front nord", ce qui constitue manifestement une grave menace pour notre pays. Les unités mobilisées comprennent cinq bataillons de l'armée populaire sandiniste; 19 bataillons de la réserve entraînée et active; un bataillon de chars; un bataillon d'artillerie de campagne; un bataillon de troupes du Ministère de l'intérieur; un bataillon de garde-frontières; un bataillon de troupes "PABLO UBEDA"; et trois compagnies d'unités spéciales, soit au total 29 bataillons.

Le 5 juillet on a appris en outre que l'armée populaire sandiniste avait procédé à une nouvelle mobilisation massive de troupes qui faisaient route vers la frontière hondurienne avec des chars de fabrication soviétique. Cette nouvelle a été confirmée par le Ministre nicaraguayen de l'intérieur.

Monsieur le Président,

Messieurs les représentants,

Un des autres graves problèmes signalés par le Groupe de Contadora est le trafic illégal d'armes. Depuis 1980, le Gouvernement sandiniste se livre en Amérique centrale à un trafic d'armes, livrées depuis le Nicaragua à d'autres pays de la région, principalement El Salvador. Dans le cas particulier du Honduras, ceci s'est traduit par des violations répétées de notre territoire. C'est ainsi que le 17 janvier 1981, des éléments de l'armée et de la sûreté honduriennes ont permis une importante livraison d'armes et de matériel militaire à 16 kilomètres de la ville de Comayagua. Destinée aux guérilleros salvadoriens, celle-ci était parfaitement dissimulée dans un fourgon qui a pénétré dans notre territoire au poste de douanes d'El Guasaule. Elle comprenait des fusils M1-16, G1-3 et FAL; des fusils M1-1, des mitrailleuses de calibre 50; des roquettes RPG de fabrication chinoise; des projectiles de mortier de 81 mm; des chargeurs, des cartouchières, du matériel de communication et des médicaments. Cinq Honduriens et 12 Salvadoriens ont participé à cette opération ont été capturés.

Le trafic d'armes a continué par différentes voies et différents moyens. Le 7 avril 1981, des hommes du onzième bataillon d'infanterie stationnés à Choluteca, se sont emparés d'un autre fourgon chargé de munitions de 7,62 mm et 5,55 mm enveloppées dans des sacs en plastique et dissimulées dans les parois du véhicule. Ils ont également découvert une grande quantité de matériel destiné à l'Organisation du peuple en armes (ORPA) du Guatemala, à laquelle était destiné tout le chargement. Ce fourgon venait du Nicaragua et a été saisi au poste de douanes d'El Guasaule.

Le territoire hondurien a également été illicitement utilisé pour le transport de troupes se rendant du Nicaragua en El Salvador. Le 26 mars 1983, un groupe de guérilleros venant du Nicaragua qui traversait notre territoire en direction d'El Salvador a été intercepté par une patrouille hondurienne au sud du Honduras, au lieu-dit "Las Cuevitas", dans la municipalité de Nacaome, département de Valle. Deux guérilleros ont été tués au cours de l'affrontement avec la patrouille hondurienne. Le matériel confisqué à cette occasion comprenait des fusils M-16, une mitrailleuse 7-65 S.H.E. de fabrication tchèque, deux chargeurs M-16, des chargeurs de mitrailleuse, des cartouchières, un poste émetteur-récepteur portatif, un drapeau du Front de libération nationale sandiniste, des manuels du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) ainsi que deux carnets de notes contenant de nombreux renseignements sur l'itinéraire emprunté pour acheminer du personnel militaire et des armes en El Salvador via le Honduras.

L'intervention du régime sandiniste dans tous les pays d'Amérique centrale est également mise en évidence par le fait que des Honduriens s'entraînent dans plusieurs des 11 écoles créées à cette fin au Nicaragua, qui sont dispersées dans les différentes régions militaires du pays. Le Nicaragua sert aussi de pont pour l'entraînement de Honduriens à Cuba.

Le 24 janvier 1983, un groupe de 16 Honduriens a été capturé par les autorités nationales dans la capitale du pays. Les intéressés ont déclaré qu'ils tentaient de se rendre à Cuba via le Nicaragua pour recevoir un entraînement de guérilla avant de regagner leur pays et d'y mener des activités de subversion. Ils ont également indiqué que le professeur Ramón Amilcar Cerna González dirigeait cette opération et était le contact des autorités sandinistes au Honduras.

Le Nicaragua a également introduit un autre élément de perturbation dans les relations entre les pays d'Amérique centrale, dans la mesure où il a accueilli sur son territoire plus de 17 000 conseillers militaires et autres, venus pour la plupart de Cuba, de l'Union soviétique, de l'Allemagne de l'Est, de la Bulgarie, de la Corée du Nord, du Viet Nam, de l'OLP et de la Libye. La présence de forces étrangères y est si importante que le Nicaragua est devenu un territoire envahi. Le Nicaragua a apporté à la région des tensions engendrées par une menace extérieure et permis ainsi que le conflit Est-Ouest s'y manifeste aussi sous de multiples formes.

Depuis la prise de pouvoir par les sandinistes et la recrudescence du violent conflit interne qui secoue El Salvador, le Honduras a été victime d'un nombre croissant d'actions visant à renverser ses institutions démocratiques, lesquelles sont clairement liées au Gouvernement nicaraguayen et au Front Farabundo Marti pour la libération nationale d'El Salvador.

On mentionnera, à titre d'exemple, l'enlèvement de l'homme d'affaires italien, Higinio Tarantelli D. Andrea, en janvier 1980, assassiné par la suite; l'enlèvement du Directeur de la compagnie pétrolière Texaco, M. Arnold Quiroz, qui a eu lieu à San Pedro Sula trois jours seulement après les élections des représentants à l'Assemblée nationale constituante en avril 1980; la prise des installations de l'Organisation des Etats américains à Tegucigalpa, où le représentant de l'Organisation, M. Ulises Pichardo et 13 membres de la délégation ont été gardés en otages; et l'enlèvement du banquier Paul Vinelli par un commando des forces de libération populaire, dépendant du Front Farabundo Martí de libération nationale en décembre 1980. M. Vinelli a été libéré le 2 mai 1981, après avoir versé une forte rançon en dollars.

En mars 1981, un avion de la compagnie aérienne hondurienne SAHSA a été détourné par un commando du groupe Cinchonero comprenant trois hommes et une femme. L'avion a été contraint d'atterrir au Nicaragua, puis au Panama, où les pirates de l'air ont exigé du Gouvernement hondurien qu'il libère le chef des guérilleros salvadoriens Facundo Guardado, du FMLM, ainsi que des guérilleros détenus au Honduras pour avoir participé au trafic d'armes clandestin sur notre territoire.

Le 5 août 1981, le Front Farabundo Martí pour la libération nationale d'El Salvador a enlevé Herman Eyl, ingénieur, qui a été relâché le 11 décembre suivant après avoir versé une forte rançon, également en dollars. Le 10 mars 1982, un homme d'affaires, Jacques Casanova, a été enlevé par un commando du Front de libération populaire, dépendant aussi du Front Farabundo Martí. M. Casanova a été libéré le 19 mai 1982, la police ayant mené une opération de commando contre la prison où les terroristes le détenaient. Le 28 avril 1982, un avion Dash-Seven de la compagnie aérienne hondurienne SAHSA a été détourné à la Ceiba, port de département d'Atlantida (Honduras) et le commando Lempira, qui avait agi en coordination avec le Front Farabundo Martí, a revendiqué la responsabilité de l'incident. Les pirates de l'air ont finalement libéré les passagers et l'équipage et sont partis pour Cuba le 1er mai.

Le 17 septembre 1982, dans la ville de San Pedro Sula, à 18 h 30, 12 terroristes ont fait irruption dans la Chambre de commerce et d'industrie de Cortés, tirant des rafales de mitrailleuse et blessant deux ressortissants honduriens. C'est ainsi qu'a débuté la séquestration criminelle de plus de 100 personnes, dont deux ministres d'Etat et le Président de la Banque centrale du Honduras, qui participaient à un séminaire d'économie politique.

Le commando Cinchonero, dont les liens avec le Nicaragua, Cuba et la guérilla salvadorienne ont été établis, a revendiqué la responsabilité de cet acte. Il a demandé au gouvernement de relâcher les guérilleros salvadoriens.

Après huit jours de négociations délicates, avec la précieuse médiation du nonce apostolique au Honduras et de l'évêque de San Pedro Sula et la coopération amicale du Panama, les terroristes ont relâché les otages et, à bord d'un avion des forces aériennes panaméennes, ont quitté le Honduras pour le Panama, d'où ils ont continué leur voyage vers Cuba 24 heures plus tard.

Le 14 décembre 1982, dans la capitale du Guatemala, un commando du Mouvement révolutionnaire populaire a enlevé Mme Xiomara Suazo Estrada, fille du Président du Honduras, Roberto Suazo Córdova.

Monsieur le Président,

A cette série d'actes s'ajoutent d'autres actes de terrorisme qui ont provoqué, par exemple, l'explosion de deux centrales électriques, ce qui a privé de courant 80 p. 100 de la capitale hondurienne ainsi que d'engins explosifs dans les bureaux de la compagnie aérienne salvadorienne TACA et des sociétés américaines Air Florida, Pan American Life Insurance Company et IBM.

Hors de nos frontières également, des charges explosives ont été placées dans les bureaux de la compagnie aérienne hondurienne SAHSA à San José (Costa Rica), ainsi que dans la capitale du Guatemala. Le Gouvernement costaricien a d'ailleurs expulsé deux diplomates nicaraguayens impliqués dans ces attentats.

Le 14 avril dernier, au moment où le Ministre des relations extérieures du Nicaragua, M. Miguel d'Escoto Brockman, se trouvait en visite officielle à Bogota, un attentat à la dynamite eut lieu à la mission diplomatique du Honduras dans cette ville. Cet acte terroriste a été marqué par une grande sauvagerie, puisque ses auteurs, après avoir ligoté le consul du Honduras, ont placé devant lui l'engin explosif qu'ils ont fait détoner et ce fonctionnaire a été très grièvement blessé.

On peut également citer, entre autres attentats terroristes, les bombes déposées dans les ambassades du Chili et d'Argentine à Tegucigalpa, dans les locaux de la Brasserie hondurienne à San Pedro Sula et dans ceux de la raffinerie Texaco à Puerto Cortés, ainsi que le mitraillage, dans la capitale hondurienne, d'un groupe de personnes appartenant à la mission militaire des Etats-Unis.

A la même époque, les missions diplomatiques du Honduras en Equateur, au Mexique, au Venezuela, en France, en Angleterre et en Allemagne ont été le théâtre d'attentats et de violentes provocations.

Notre pays est en outre attaqué à ses frontières mêmes, où le Nicaragua ne cesse de harceler les populations honduriennes limitrophes. Depuis 1979, le régime sandiniste a été l'instigateur de près de 200 agressions et violations de notre territoire, de notre espace aérien et de nos eaux territoriales. Des civils non armés et des soldats honduriens ont trouvé la mort ou ont été blessés au cours de ces incidents. Lorsque les forces sandinistes pénètrent sur notre territoire, elles pillent et détruisent et s'emparent de citoyens honduriens sans défense. Dans l'océan Atlantique et dans l'océan Pacifique dans les zones sur lesquelles s'étend notre souveraineté nationale, les éléments sandinistes tirent au canon sur les bateaux de pêche honduriens, qu'ils capturent avec leur équipage et emmènent vers des ports du Nicaragua.

Les menaces et attaques verbales proférées par les principaux dirigeants nicaraguayens contre le Honduras et ses plus hauts fonctionnaires ont pour but de créer un climat de grande tension entre les deux pays. L'année dernière, le commandant Thomas Borge a déclaré à Madrid que le Nicaragua apporterait tout l'appui nécessaire aux opérations de guérilla menées au Honduras. Au mois de mars dernier, le commandant Humberto Ortega Saavedra a menacé de déclencher une guerre contre le Honduras, déclarant que tout était prêt - troupes, avions, chars, artillerie et tout l'arsenal offensif que possède le Nicaragua - pour une agression contre notre pays. Ces déclarations ont incité le Honduras à protester par l'intermédiaire de son ministère des relations extérieures.



En avril dernier, le commandant Ortega Saavedra a déclaré au New York Times que les "révolutionnaires" honduriens pourraient bien frapper en retour les forces armées honduriennes si celles-ci continuaient à lancer des attaques contre le territoire du Nicaragua. Mon gouvernement a également protesté contre cette déclaration.

En avril encore, le Ministre des relations extérieures du Nicaragua a déclaré alors qu'il se trouvait au Panama que la possibilité d'une guerre ouverte entre son pays et le Honduras se rapprochait. Ce même ministre a annoncé au mois de mai devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies que le Nicaragua pourrait bien entrer en guerre contre le Honduras.

A la fin du mois de juin, Sergio Ramírez Mercado, membre du Conseil de reconstruction nationale du Nicaragua, a déclaré à Caracas que tout semblait annoncer un affrontement armé entre le Honduras et le Nicaragua. Le commandant Tomas Borge a lui aussi déclaré à la même époque, dans un discours aux travailleurs de son pays, que "des heures terribles et glorieuses se préparaient" et il a demandé aux travailleurs de faire des sacrifices en prévision d'une guerre contre le Honduras.

A une date plus récente - le 2 juillet dernier - le Ministre nicaraguayen de l'intérieur lui-même a déclaré à l'Agence United Press International qu'il ne voyait aucune possibilité d'accord permettant d'éviter la guerre avec le Honduras.

Toutes ces déclarations et menaces s'accompagnaient d'allégations mensongères selon lesquelles les troupes honduriennes harçèleraient les troupes nicaraguayennes, le Ministre nicaraguayen des relations extérieures allant même jusqu'à affirmer le 3 mai dernier que des soldats honduriens avaient franchi la frontière entre les deux pays et envahi le Nicaragua. Cette assertion était si absurde et si dénuée de fondement que le Ministre lui-même a dû la rectifier en disant qu'il s'agissait d'une interprétation erronée du communiqué publié par le Ministère des relations extérieures.

Monsieur le Président,

Messieurs les représentants,

Telle est la situation dans laquelle se trouve actuellement mon pays, menacé, harcelé et attaqué par le gouvernement sandiniste.

Telle est la situation dans laquelle se trouve une région de l'Amérique centrale, menacée, harcelée, attaquée par le gouvernement sandiniste, un gouvernement qui n'a pas hésité à déclencher une course aux armements aussi effrénée que dangereuse.

Un gouvernement qui a rompu l'équilibre nécessaire à la sécurité dans l'Isthme.

Un gouvernement qui voit avec indifférence les conséquences funestes que peut avoir sur toute la région la constitution d'une gigantesque armée, plus nombreuse que les effectifs militaires de tous les autres pays d'Amérique centrale réunis.

Un gouvernement qui n'a cessé d'être le principal fournisseur d'armes des mouvements subversifs et terroristes d'Amérique centrale.

Un gouvernement qui ne s'est aucunement préoccupé des conséquences de son comportement lorsqu'il a permis que son territoire soit utilisé par des forces extérieures à la région et au continent, qui menacent la paix et la sécurité du continent américain tout entier.

Un gouvernement qui ne cesse de nous attaquer sur notre frontière méridionale, qui n'hésite pas à assassiner des paysans honduriens et des étrangers, comme ce fut le cas récemment, lorsque deux journalistes américains ont trouvé la mort lors de l'explosion d'une mine posée par l'Armée populaire sandiniste, violant en l'occurrence notre territoire national. Ces incidents ont en outre provoqué un exode massif des populations honduriennes, qui se sont réfugiées vers l'intérieur du pays.

Le Honduras n'est jamais revenu sur sa parole ni sur les engagements verbaux qu'il a assurés. On sait avec quelle bonne volonté il a accepté la suspension des débats sur la proposition qu'il avait soumise à ce conseil, afin de laisser aux nobles efforts du Groupe de Contadora la possibilité de porter leurs fruits. On sait aussi que le Nicaragua s'était engagé à ne pas entamer de démarches à l'Organisation des Nations Unies, engagement que le gouvernement sandiniste n'a pas tenu.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Mexico le 13 avril 1983, le Ministre des relations extérieures du Mexique, M. Bernardo Sepulveda, a reconnu que c'était l'attitude conciliante adoptée par le Honduras au sein de l'Organisation des Etats américains qui avait permis la collaboration fraternelle du Groupe de Contadora. Au sujet de la réunion des ministres membres du Groupe tenue à Panama pour décider de la ligne à suivre, le Ministre s'est expliqué dans ces termes :

"On s'est tout d'abord rendu compte que le plus urgent était de faire en sorte que le Conseil permanent de l'OEA ne restreigne pas les ministres du Groupe de Contadora dans l'action qu'ils allaient entreprendre pour rechercher des solutions en Amérique centrale. La question était urgente, car le Conseil permanent de l'OEA devait examiner le jour même, dans l'après-midi, un projet de résolution soumis par le Honduras. Heureusement, après une série d'entretiens que nous avons eus avec d'autres parties intéressées, il a été décidé de remettre à plus tard l'examen de ce texte au Conseil permanent de l'OEA; de la sorte, il n'y a plus eu de problème pour le renvoi de la question de l'instance régionale à l'instance panaméenne, c'est-à-dire au Groupe de Contadora. En même temps, il est apparu qu'en ce qui concernait l'Organisation des Nations Unies, il convenait de faire une démarche pour que cet organisme ne prenne pas, non plus, de mesures qui feraient double emploi avec les efforts qui venaient tout juste d'être entrepris à Panama lundi dernier.

Les parties intéressées ont accueilli avec un vif intérêt la proposition que nous leur soumettions et elles ont décidé de demander au Conseil permanent de l'OEA d'ajourner l'examen de la question. Voilà ce qui a été fait en premier lieu et, il faut le répéter, cela nous a laissé les mains libres pour nous occuper directement de cette affaire".

L'extrait qui vient d'être cité et tous les détails bien connus sur ce qui s'est passé ici n'appellent guère de commentaires. Cela confirme toutefois notre position, à savoir qu'il est absolument nécessaire, si les Gouvernements d'Amérique centrale parviennent éventuellement à des accords en vue d'assurer la paix, que l'on ait la certitude que l'application de ces accords sera effectivement contrôlée, conformément à la Charte, la nature même et la fonction essentielle de notre organisation.

Il faut aussi rappeler que le régime qui est au pouvoir au Nicaragua depuis 1979 a été inspiré et soutenu à sa naissance par l'Organisation des Etats américains; on avait établi à cette époque que les bases essentielles sur lesquelles il devait s'appuyer pour être historiquement viable devaient être les suivantes :

- 1) Remplacement immédiat du régime de Somoza;
- 2) Mise en place d'un gouvernement démocratique comprenant les principaux groupes représentatifs opposés au régime de Somoza et reflétant la libre volonté du peuple nicaraguayen;
- 3) Elections libres, organisées dans les meilleurs délais, en vue de l'établissement d'un gouvernement authentiquement démocratique, garant de la paix, de la liberté et de la justice.

Sur ces trois points définis à la dix-septième Réunion consultative et intégralement acceptés par ceux qui étaient à la tête du Conseil révolutionnaire de reconstruction nationale du Nicaragua, seul le premier a été respecté. Les deux autres, qui représentent l'engagement éthique et juridique pris par le nouveau régime devant l'OEA, ont été tournés en dérision, comme a été tournée en dérision la volonté collective du continent.

Monsieur le Président,

Nous demandons au Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains de prendre acte de notre exposé, ainsi que des documents que nous avons distribués pour l'illustrer; nous lui demandons de prendre acte également de la volonté inébranlable qu'a le Honduras de faire oeuvre de paix dans notre région et de consolider chaque jour davantage les institutions démocratiques qui sont l'aspiration commune de nos peuples.

Nous déclarons devant vous tous que c'est dans cet esprit que le Honduras participera à la prochaine réunion du Groupe de Contadora, et en un mot, qu'il s'acquittera de ses obligations en tant qu'Etat épris de paix et membre de l'Organisation des Etats américains.

-----